Chères amies, chers amis,

Je vous propose de réunir le Conseil d. Administration de la Convention Citoyenne le :

Mercredi 16 novembre 2005 de 17H30 à 19h30

En deuxième salle des commissions de la mairie de Marseille

Lordre du jour sera le suivant :

- 1/ suivi de laccord avec le conseil régional
- 2/ bilan de la communication papier et électronique
- 3/ organisation de débats et rencontres
- 4/ débat sur la situation politique et ses perspectives. Le cas du PRG.
- 5/ questions diverses

Je vous remercie de donner votre réponse au secrétariat du Groupe à la Mairie de Marseille par mail ou en téléphonant à Véronique au 04 91 55 12 64.

Comptant vivement sur votre présence, je vous prie de croire, chères amies, chers amis, en mes sentiments amicaux.

Philippe SANMARCO

CONVENTION CITOYENNE

CONSTATS ET PERSPECTIVES

(Document soumis au débat) (janvier 2006)

Introduction: pourquoi la Convention citovenne?

En 2001, la Convention citoyenne est née avec l'ambition de proposer, particulièrement aux Marseillais, de faire de la politique autrement : sortir des logiques stériles d'appareils, privilégier le débat d'idées et l'engagement citoyen. Aller à l'essentiel sans craindre de franchir des clivages préétablis devenus artificiels. Bref, parler et agir librement et en conscience.

La rupture de certains d'entre nous avec le PS local fut vécue comme la suite logique des évènements liés à l'élection municipale de 2001.

Ces quatre dernières années ont démontré que notre mouvement n'était pas un simple « feu de paille ». Nos réactions sur des sujets très divers ont été appréciées, nous n'avons jamais eu de temps mort et nous avons même parfois pris des initiatives, aussitôt reprises et copiées par le PS entre autres.

I.1. Notre rôle depuis 2001 : l'opposition constructive

Ces quatre dernières années, qui furent et sont encore les plus difficiles de Gaudin en dix ans de mandat, auraient dû permettre à l'opposition de gauche de gagner en crédibilité et de mettre le Maire en péril. Elle aurait pu apparaître comme une alternative sérieuse et porteuse d'idées constructives pour Marseille. Il n'en fut rien. Au contraire.

Les seuls à offrir aux Marseillais la réalité d'une opposition constructive, ce furent les élus de Convention Citoyenne.

La crédibilité de notre mouvement et son ancrage dans la durée ont été longs à construire. Difficile en effet de faire admettre que nous n'étions plus PS, ex-PS, dissidents, divers gauche etc...mais tout simplement Convention Citoyenne.

Nous avons consacré ces quatre ans à occuper l'espace laissé quasiment vide (tant mieux pour nous), à nourrir la réflexion collective sur bien des sujets et à donner une image de responsables.

Il serait intéressant à cet égard de faire la liste des sujets abordés, sans sectarisme mais sans complaisance, par la Convention. On y verra la trame des vrais enjeux de notre ville, avec chaque fois des critiques précises et des propositions concrètes. Sans jamais s'abandonner à la facilité du dénigrement systématique et vain.

Avec lucidité et sans illusions, nous avons même sur plusieurs dossiers essentiels participé à des changements de cap notables de certaines politiques de la municipalité.

Convention.

I.2. La présence aux élections

Notre présence à deux élections majeures (Législatives 2002 et Régionales 2004) a davantage encore marqué notre volonté de nous inscrire comme mouvement politique réel, avec peu de moyens certes, mais courageux, dont les membres vont au bout de leurs engagements, y compris se présenter devant les électeurs, ce qui reste le fondement de la démocratie.

Le contexte national d'alors et surtout les jeux d'appareils locaux n'ont pas permis malheureusement à notre mouvement de s'enraciner fortement, voire d'apparaître comme un acteur politique incontournable pour le présent et l'avenir. Malgré ce, la crédibilité reste intacte et les prises de positions de nos deux principaux élus sont souvent reprises dans la presse audio-visuelle avec des hauts et des bas (pas mal de hauts quand même).

I.3. Des difficultés de deux ordres

Nos moyens humains et matériels très insuffisants n'ont pas permis non plus à la Convention d'asseoir sa solidité. Devenir plus offensive, accroître le nombre d'adhérents, multiplier les rencontres et débats de quartier, organiser les forums, mettre en place notre université d'été, et bien d'autres projets encore....

Tout cela manque et décourage parfois ses membres.

Par bonheur, le « quatre pages » et le site Internet nous donnent de la visibilité dans le paysage politique marseillais.

Comme tous les mouvements et partis, les prises de positions de certains d'entre nous peuvent parfois créer des débats. Nos communiqués ou interviews sont souvent appréciés, mais parfois d'autres sont désapprouvés sans concessions et peuvent, comme c'est arrivé, entraîner le départ d'amis proches. C'est ainsi, c'est regrettable mais c'est à l'honneur de la Convention d'être transparente, sans tabous et ouverte sur l'extérieur. Reconnaissons que la libre expression concertée ou pas, respectueuse de la vie démocratique peut parfois être déstabilisatrice et créer des troubles non désirés.

Convention. 2

II.1. Les échéances 2007-2208

Aujourd'hui, à la veille d'élections nombreuses et importantes, il importe que CC se positionne de façon originale et exprime ses réflexions et propositions de manière différente des autres formations

Les municipales sont encore lointaines, mais pas trop. Cela nous donne le temps suffisant pour s'inscrire dans le débat, peut-être donner le ton, garder notre visibilité et éviter la marginalité.

Il est évident que la présidentielle et les législatives qui suivront marqueront de manière forte le paysage politique national. Mais ensuite les élections municipales et cantonales seront plus marquées par les personnalités locales et leurs actions touchant directement la vie des Marseillais.

De ce point de vue, notre visibilité et notre espace seront plus grands que lors des Législatives ou des Régionale dernières. Ceci malgré le fait de n'appartenir à aucun parti politique. Mais reconnaissons que ce dernier point est toujours un handicap.

II.2. La municipalité Gaudin

En dix ans de mandat, il est évident que l'image de Marseille a changé. Comme dans tout bilan, il y a du positif.

Ceci grâce par exemple à Euromed, au TGV, aux grands équipements culturels, au partenariat euroméditerranéen (du moins dans les discours).

Néanmoins, le négatif reste pesant : l'autorité Municipale est faible, les finances mal gérées, les grands dossiers mal suivis, la Communauté urbaine à la dérive, la crise du logement s'aggrave, l'embolie de la circulation, la L2 qui n'en finit plus, sans compter les crises de la RTM, de la SNCM, les horodateurs, Nestlé et autres entreprises en difficulté.

Un Maire certes consensuel avec un fort crédit personnel mais qui semble en retrait, des adjoints et des maires de secteurs qui chacun de leur coté font de leur mieux sans cohérence d'ensemble, un RPR encore puissant qui continue de marquer sa différence au sein de l'UMP, et une UDF systématiquement alignée sur le Maire sans volonté crédible de faire entendre une différence.

Gaudin n'a même pas tenté de développer ses positions dans les secteurs réputés à gauche, laissant là des élus à l'abandon.

II.3. La Gauche

On peut dire la même chose de la Gauche, qui depuis 1989 montre son désintérêt pour la ville de Marseille. Pas de volonté au PS de permettre l'émergence d'un candidat crédible contre Gaudin. Valse des présidents de groupe au conseil municipal, sans parler de celle encore plus grande à MPM. Mise à l'écart de Pezet qui en a assez et préfère tenter sa chance à Aix. Un prétendu leader naturel toujours absent du Conseil Municipal. Pas de critiques constructives prises au sérieux, pas d'unité à gauche sauf à trois mois des élections, un PS hors-jeu et hors-débat (SNCM, RTM, port, banlieues). Seule la lutte contre l'incinérateur semble pour lui digne d'intérêt et surtout le bétonnage clientéliste de son appareil pour contrer toute velléité d'autonomie ou de positionnement.

Quand au PC et aux Verts, les premiers voient leur intérêt s'éroder toujours plus et les seconds, leur crédibilité et le nombre de leurs adhérents fondrent comme neige au soleil. Les uns et les autres sont engagés dans une stratégie de distanciation par rapport au PS qui les amène à élaborer des tactiques « à la gauche de la gauche ». Mais jusqu'à présent, ils sont ici et de fait alignés sur le PS.

II.4. Le rôle de la Convention citovenne

Il est nécessaire que la Convention citoyenne prépare et présente en avril-mai 2006 ses réflexions et propositions sur les thématiques présentant le plus d'intérêt. En tout état de cause le premier semestre 2006 est la dernière période pendant laquelle des thèmes locaux peuvent encore retenir l'attention de nos concitoyens. Ensuite les élections nationales domineront les débats jusqu'à l'automne 2007. Et à partir de ce moment là les grands appareils occuperont l'espace des municipales en réduisant le débat à un clivage artificiel mais confortable entre gauche et droite autour de chefs de file désignés dans les conditions habituelles. Si nous ne voulons pas nous retrouver alors simples spectateurs d'un débat caricatural dans lequel nous ne nous retrouverons pas, c'est maintenant qu'il nous faut exister et se faire reconnaître.

Il ne s'agit pas de refaire le programme municipal de 2001, mais de donner du sens à des domaines d'actions prioritaires pour les Marseillais.

Six grands thèmes, à débattre, pourraient faire l'objet d'une réflexion approfondie selon une méthodologie originale transparente et interactive. Nous proposons ainsi de travailler sur l'économie et l'international ; le développement et l'aménagement du territoire ; la cohésion sociale ; les cultures ; le développement durable ; la gouvernance institutionnelle locale.

Convention. —4 —

- 1 L'économie (les grandes entreprises qui ferment, les conflits récents, les ZFU, le centre ville etc...) et l'international (toute politique économique est liée à la politique internationale, développement des entreprises, partenariats, travail associatif, foires, présence de représentations internationales).
- 2 Le développement et l'aménagement du territoire (CUM, politique intercommunale)
 - Déplacements Transports
 - Urbanisme et grands projets
- 3 La cohésion sociale (prévention exclusions insertion politique de la ville).
 - Habitat et logement
 - Initiatives citoyennes
- 4– Les cultures
- 5 La protection de l'environnement
 - Santé, sécurité publique, gestion des risques
- 6- La gouvernance locale

Empilement des structures, éloignement du citoyen, irresponsabilité.

Conclusions provisoires

En même temps que cet exercice de fond, il nous faut réfléchir et éviter plusieurs écueils.

- 1- D'abord celui de <u>notre diversité interne</u>. Depuis l'origine, et cela s'est vu à chaque élection mais pas seulement, nous avons respecté l'opinion de chacun de nos membres sans faire un drame de nos divergences. Nous n'avons jamais mis en œuvre des unanimités de façade. En 2007 et 2008 il devrait donc en être de même. Si c'est le cas, il faudra en assumer toutes les conséquences. Dans le cas contraire, alors il vaut mieux clarifier les choses dès maintenant.
- 2- Ensuite l'écueil de la fracture profonde qu'a créée au sein de toute la gauche <u>le référendum</u> sur le traité constitutionnel européen. Il serait mensonger de la nier. Pour autant nous devons faire de notre mieux pour que sur des enjeux locaux, nous soyons capables de surmonter ces différences. C'est possible si chacun le veut. Mais s'il faut se positionner par rapport à ce clivage, autant assumer tout de suite le départ de certains.
- 3- Enfin, se posera en son temps, c'est-à-dire fin 2007-début 2008, la question de <u>nos alliances</u> éventuelles. Même si aucune décision, si tant est qu'une décision collective puisse être prise, ne doit être arrêtée avant un an et demi, il n'est pas inutile d'avoir cela en tête. Y aller seuls, ou avec d'autres, et lesquels. En sachant que nous ne serons pas maîtres de l'environnement politique dominant au moment de la décision.

QUELQUES CONDITIONS POUR POUVOIR EXISTER AUX MUNICIPALES DE 2008

Les réflexions de Philippe concernant son éventuelle candidature aux Législatives de 2007 et plus encore le calendrier me conduisent à penser qu'il devient relativement urgent de déterminer les conditions à remplir pour que la Convention Citoyenne puisse prétendre être présente lors des Municipales de 2008, ce qui était notre ambition initiale.

Les éléments du raisonnement ci-après sont pour partie spécifiques au contexte marseillais mais ils peuvent aisément être transposés à bien d'autres contextes locaux.

La première considération à prendre en compte est notre incapacité à constituer seuls une liste sur Marseille vu le nombre de candidats à rassembler sur l'ensemble des 6 secteurs. Il nous faut donc admettre que nous ne pouvons être présents qu'au sein d'une liste constituée avec d'autres formations politiques si possible de gauche (sous réserve de se mettre d'accord sur ce terme) :

il nous faudra donc négocier avant même le premier tour les termes d'un accord politique sur des contenus et sur des candidats avec ceux qui le voudront bien.

<u>1-Pour travailler sur des contenus</u>, élaborer les éléments d'un programme, et déterminer ce qui est négociable ou pas, nous avons encore18 mois devant nous : c'est largement suffisant pour actualiser les éléments du programme de 2001 compte tenu de nos travaux et surtout des interventions de nos élus. Il restera toutefois à organiser le moment venu les modalités de négociations avec nos interlocuteurs éventuels.

2-Pour avoir matière à négocier, il faut aussi avoir des candidat(e)s à la candidatureSur ce plan, je reste sur ma faim depuis le papier que j'avais commis en Mai ou Juin dernier et que certain(e) souhaitaient discuter : il est encore temps de le faire mais dans 2 mois ça risque d'être trop tard et la Convention Citoyenne sera réduite à la fonction de « fan-club de Philippe » malgré les mises en garde de certains lors de notre lancement.

3-Enfin, pour pouvoir prétendre négocier, il faut aussi avoir des interlocuteurs qui acceptent de négocier avec nous: en la matière, l'expérience des dernières Législatives comme des Régionales nous montre que les partis de gauche « habituels » sont prisonniers du P.S. qui est en position dominante en tout cas dans les Bouches du Rhône. Nous ne pourrons donc envisager une quelconque négociation susceptible de déboucher que si:

- -d'une part, nous créons les conditions d'un rapport de forces avec le P.S. local qui l'oblige à chercher un accord,
- -et d'autre part que nous acceptions de notre côté de discuter avec lui et pas seulement avec les Radicaux, les Verts ou le P.C.

4-Pour créer un tel rapport de forces obligeant nos interlocuteurs potentiels à négocier,

il est indispensable de montrer notre capacité à peser sur des résultats électoraux et ce, si possible, dans des secteurs sensibles pour le P.S. ou pour la gauche dans le Département et pas seulement à Marseille : seules les Législatives de 2007 peuvent nous en fournir l'occasion.

Il me paraît donc absolument nécessaire que Philippe se présente au nom de la Convention, mais c'est loin d'être suffisant : si nous ne sommes pas capables de présenter au moins 5 ou 6

municipales), voire dès 2007 aux Législatives une candidature du seul Philippe sera un simple baroud d'honneur préalable au sabordage de la Convention...

<u>5- Pour mettre tous les atouts de notre côté ,il faudra aussi</u> chercher pour nos candidats un soutien de partis installés au plan national (Radicaux ou Verts comme l'a déjà obtenu Christian Carroz). et nous positionner clairement et collectivement sur les Présidentielles et ce, dès le premier tour en se rappelant que la spécificité de cette élection veut que seuls les 2 premiers peuvent prétendre être présents au second tour : c'est la condition indispensable, me semble-t-il, pour conserver notre capacité d'évaluer les données politiques du moment en toute indépendance d'esprit, et ce quel que soit l'évolution du contexte.

6-En résumé, si notre objectif prioritaire commun demeure de peser sur les municipales, la candidature de Philippe aux Législatives de 2007 me paraît constituer une condition nécessaire mais loin d'être suffisante: se positionner clairement lors des Présidentielles, présenter plusieurs autres candidat(e) aux Législatives, obtenir le soutien de formations politiques nationales, et accepter de discuter avec tous y compris le P.S. constituent à mes yeux autant de conditions « sine qua non ».

Commis à Biarritz, le 31 Octobre 2005

Pierre LISSARRAGUE

QUELQUES REFLEXIONS EN VUE DU

CONSEIL D'ADMINISTRATION du 16 Novembre 2005

Point I – accord Conseil Régional

Point II - bilan communication papier et électronique

Au niveau du Bulletin il serait bon de voir comment le CA participe à la préparation et l'envoi de ce bulletin, à savoir la rédaction qui repose sur les épaules d'Anne-Marie et l'envoi : ce mois-ci nous avons beaucoup souffert pour cet envoi Il n'est pas question que cela se reproduise

Donc prévoir pour le prochain envoi!!

Ce serait bien qu'il y ait plus de disponibilités parmi le CA (ce mois-ci Didier et Pierre étaient en congé ... personne ne les a remplacé, et Véronique était également en congé) Il est vrai qu'il aurait peut-être suffit de lancer un SOS......

Le Fichier Parlons de ce qui fâche

Didier a fait un énorme travail dans lequel je l'ai aidé. Mais cela ne suffit pas.

Il faudrait peut être voir avec Anne-Marie pour le nouveau logiciel qu'elle propose et qui paraît mieux convenir à notre fichier (de plus il paraît qu'il serait compatible avec Excell et qu'on pourrait transférer sans tout ressaisir !!!)

Point III - organisation de débats et rencontres

Il me semble que l'actualité préoccupante devrait nous pousser à nous bouger. Je m'explique : c'est le moment où jamais pour CC de prendre sa place dans les débats divers qui agitent notre société, et, plus particulièrement notre ville :

- le service public et le droit de grève .. quelle articulation ?
- la privatisation : pour qui ? pourquoi ? quelles suites sur l'économie ?
- les violences de ces derniers jours qui nous interpellent et sur lesquelles Tahar s'est très bien exprimé... mais quelles suites allons nous donner? Ce serait peut être le moment de mettre en place un forum au cours duquel CC exposerait clairement sa position, ses propositions.. il ne faut pas manquer ce rendez-vous!!

Point IV – Débat sur la situation politique et ses perspectives – le cas PRG

Là aussi, CC à une place à prendre dans les débats...

Les problèmes actuels nous donnent à voir la piètre prestation des formations politiques en général et de nos dirigeants en particulier!

A notre mesure nous ne devons pas laisser passer la situation actuelle sans nous faire entendre clairement.

Débattre entre nous, c'est bien, mais nous avons tous rejoint CC pour « faire de la politique autrement »... alors qu'attendons nous ?

Point 5 – questions diverses

Comment va la santé financière de CC ? N'oublions pas que l'argent est le nerf de la guerre Quels sont nos moyens, notamment pour organiser un forum;

Annie